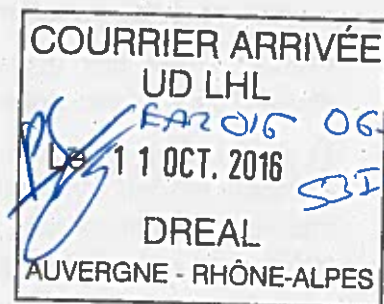




PRÉFET DE LA LOIRE

**ARRETE N°413 /DDPP/2016**  
**portant mise en demeure**

Le préfet de la Loire



VU le titre Ier du livre V et le titre VII du livre Ier code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L. 511-1 et L. 171-8,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°298/DDPP/15 du 9 juillet 2015 réglementant l'exploitation par la société RIVOLIER d'une installation de stockage de munitions située zone industrielle des Collonges sur la commune de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 22 septembre 2016, faisant suite à l'inspection du 30 août 2016 de la société RIVOLIER située zone industrielle des Collonges sur la commune de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT, constatant que la société RIVOLIER ne respecte pas certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n°298/DDPP/15 du 9 juillet 2015,

**CONSIDERANT** que le stockage de produits dangereux en quantité supérieure au seuil fixé par l'arrêté préfectoral susvisé est susceptible de constituer un risque pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de la société RIVOLIER pour son site situé zone industrielle des Collonges sur la commune de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT, de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire,

**ARRETE**

**Article 1 – Stockages :**

L'exploitant du site sis zone industrielle des Collonges sur la commune de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT pour la société RIVOLIER, est mis en demeure, **dans un délai de 1 mois** d'évacuer ses stocks excédentaires de munitions afin de respecter l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2015.

**Article 2 – Suites pénales:**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

### **Article 3 – Délais et recours :**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

1) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

### **Article 5 – Exécution :**

Monsieur le sous-préfet de Montbrison, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, Monsieur le maire de Saint-Just-Saint-Rambert sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la mairie de Saint-Just-Saint-Rambert et à la société RIVOLIER. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **- 7 OCT. 2016**

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

### **Copies adressées à :**

- Société RIVOLIER

Zone industrielle des Collonges

BP 42

42170 Saint-Just-Saint-Rambert

- Monsieur le sous-préfet de Montbrison

- Monsieur le maire de Saint-Just-Saint-Rambert

- Inspection de l'environnement DREAL UT 42/43

- Archives

- Chrono

**Gérard LACROIX**